



MESSIDOR 4 ANS

CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 1 - OUVERTURE DU CONTRAT MESSIDOR

Le titulaire dépose ce jour à la Banque et à titre de versement initial sur son contrat MESSIDOR la somme figurant aux conditions particulières du présent contrat, et ce pour une durée de 4 ans.

Il donne mandat à la Banque de prélever sur le dépôt effectué une somme correspondant au versement initial sur le Plan d'Epargne Logement, et d'alimenter ensuite son Plan, par des versements périodiques trimestriels, pendant toute la durée du contrat tels que définis ci-dessous.

1.1. Ouverture des comptes a terme

Il est ouvert au nom du titulaire des comptes à terme, dont les caractéristiques figurent aux conditions particulières du présent contrat. Le titulaire donne mandat à la Banque de prélever à partir du versement initial, le montant destiné à alimenter ces comptes à terme. Il lui donne également mandat de virer trimestriellement d'une part, au crédit du Plan, la somme de 135 € pendant toute la durée ; et d'autre part, à un compte de dépôt du titulaire, la somme mentionnée aux Conditions Particulières et qui correspond au montant des rentes trimestrielles.

1.2. Ouverture d'un Plan Epargne Logement

Voir conditions générales ci-après.

ARTICLE 2 - DUREE DU CONTRAT MESSIDOR

Le présent contrat, prévu pour une période de 4 ans, voit sa durée courir à partir de la date du dépôt initial.

Au terme de cette période, le titulaire aura la possibilité de proroger la partie "Plan d'Epargne Logement" inhérente à son contrat. Dès lors, le placement sera régi par les mêmes règles et comportera les mêmes caractéristiques qu'un Plan classique.

ARTICLE 3 - REMUNERATION DES SOMMES DEPOSEES SUR LES COMPTES A TERME

Le capital et les intérêts des comptes à terme sont utilisés pour alimenter le Plan, ainsi que pour permettre le versement des rentes trimestrielles sur le compte défini aux conditions particulières du contrat.

Ils portent intérêt au taux fixé lors de la signature du contrat pendant toute la durée du placement.

Les rentes trimestrielles ont été calculées en considération de l'incidence des taux des prélèvements sociaux en vigueur à la date de souscription du présent contrat.

En cas de variation ultérieure des taux de ces prélèvements, ces rentes seraient donc modifiées en conséquence.

ARTICLE 4 - PAIEMENT DES INTERETS DES COMPTES A TERME

Les intérêts des comptes à terme sont distribués, pour partie au travers des rentes trimestrielles, et capitalisés sur le Plan pour le reliquat.

ARTICLE 5 - FIN DU CONTRAT

5.1. Fin du contrat Messidor

Le présent contrat viendra à l'échéance à l'expiration d'un délai de 4 ans à compter de la date de prise d'effet figurant aux Conditions Particulières.

5.2. Fin du Plan Epargne Logement

Le Plan arrivera à l'échéance au terme du contrat Messidor, ou ultérieurement s'il a été prorogé par avenant au présent contrat, et ce pour la durée restant à courir selon la réglementation relative à l'Epargne logement.

ARTICLE 6 - RESILIATION ANTICIPEE DU CONTRAT

6.1. A l'initiative du titulaire

Le titulaire a la faculté de mettre fin à son contrat MESSIDOR, de façon anticipée ; c'est à dire avant le terme de sa quatrième année d'existence.

Toutefois, compte tenu du fait que les comptes à terme composant le contrat MESSIDOR ne seront pas tous parvenus à échéance, ils n'auront pas permis de reconstituer en totalité (capital et intérêts) la somme initialement déposée. Dans ce cas, le montant remboursé par anticipation sera réduit en proportion.

6.2. A l'initiative de la banque

Par suite d'infraction à la réglementation relative à l'Epargne Logement, la Banque remboursera par anticipation les contrats MESSIDOR ou Plan d'Epargne Logement s'il y a eu prorogation.

Les sommes déposées sur les comptes à terme seront remboursées par anticipation, sans se voir appliquer de pénalités.

7. INFORMATIQUE ET LIBERTES – COMMUNICATIONS D'INFORMATIONS – SECRET PROFESSIONNEL

- Informatique et libertés – Communication d'informations

Dans le cadre de la relation bancaire, la banque est amenée à recueillir des données à caractère personnel concernant le client et à les traiter en mémoire informatisée selon les dispositions de la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée.

Ces données sont principalement utilisées par la banque pour les finalités suivantes: gestion de la relation bancaire, classification de la clientèle, octroi de crédit, prospection, animation commerciale et études statistiques, évaluation du risque, sécurité et prévention des impayés et de la fraude, recouvrement, lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Elles pourront être communiquées à des tiers dans les conditions prévues au paragraphe « Secret professionnel ».

Le client peut se faire communiquer, obtenir copie et, le cas échéant, rectifier les données le concernant. Il peut, pour des motifs légitimes, s'opposer à ce que ces données fassent l'objet d'un traitement.

Pour exercer ses droits d'accès, de rectification et d'opposition, le client doit s'adresser par écrit à l'adresse suivante :

BANQUE POPULAIRE LORRAINE CHAMPAGNE
Service « Satisfaction Clientèle »
3, rue François de Curel - B.P. 40 124
57021 METZ CEDEX 1

Les données à caractère personnel (informations nominatives) transmises par le client à la banque, conformément aux finalités convenues, peuvent, à l'occasion de diverses opérations, faire l'objet d'un transfert dans un pays de l'Union Européenne ou hors Union Européenne. Dans le cadre d'un transfert vers un pays hors Union Européenne, des règles assurant la protection et la sécurité de ces informations ont été mises en place. Le client peut en prendre connaissance en consultant le site internet de la banque dans la partie "mentions légales".

Ces données à caractère personnel peuvent être communiquées, à leur requête, aux organismes officiels et aux autorités administratives ou judiciaires, notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux ou de la lutte contre le financement du terrorisme.

Pour ces mêmes raisons, en vertu du Règlement CE/1781 du 15 novembre 2006, en cas de virement de fonds, certaines des données nominatives du client doivent être transmises à la banque du bénéficiaire du virement située dans un pays de l'Union Européenne ou hors Union Européenne.

- Secret professionnel

La banque est tenue au secret professionnel (article L.511-33 du code monétaire et financier). Elle est toutefois déliée de cette obligation soit à la demande du client, soit lorsque la loi le prévoit, notamment à l'égard

de l'Autorité de Contrôle Prudentiel, de la Banque de France, ou de l'autorité judiciaire agissant dans le cadre d'une procédure pénale. Elle peut être contrainte de procéder à certaines déclarations, notamment à l'administration fiscale ou à la Banque de France, ou de demander une autorisation aux autorités de l'État avant de procéder à une opération, en raison des dispositions législatives et réglementaires en vigueur relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux ou contre le financement du terrorisme.

Le client autorise expressément la banque à communiquer des données le concernant à ses sous-traitants, ainsi qu'aux différentes entités du Groupe BPCE, et leurs filiales et entreprises d'assurance, et à ses partenaires, à des fins de gestion ou de prospection commerciale. Ces communications sont éventuellement susceptibles d'impliquer un transfert de données vers un État membre ou non de la communauté européenne. La liste des catégories de destinataires est disponible sur demande.

8. MEDIATEUR BANCAIRE

La Banque a désigné un médiateur chargé de recommander des solutions aux litiges avec toute personne physique n'agissant pas dans le cadre de ses activités professionnelles, relatifs aux services fournis et à l'exécution de contrats conclus dans le cadre du titre I et du titre II du livre III du code monétaire et financier (les opérations de banque, les services d'investissement et les services connexes) ou relatifs aux produits mentionnés aux titres I et II du livre II du Code monétaire et financier ((instruments financiers et produits d'épargne). En cas de difficultés concernant ces produits et services, le Souscripteur peut obtenir de son agence toutes les informations souhaitées, et en cas de difficultés persistantes, saisir par écrit le « Service Satisfaction clientèle » de la Banque qui s'efforce de trouver avec lui une solution. A défaut de solution le satisfaisant ou en l'absence de réponse dans le délai de trente jours, le Souscripteur a la faculté de saisir le médiateur dont l'adresse figure sur les relevés de compte. A cet effet, le médiateur adresse au Souscripteur dans les plus brefs délais, un formulaire de saisine lui permettant d'exposer l'objet de sa demande, et au verso duquel figure la charte de la médiation que le Souscripteur doit accepter dans le cadre de la saisine du médiateur.

La procédure est gratuite pour le Souscripteur qui conserve cependant la charge de ses propres frais, notamment ses frais de déplacement ou liés à la rémunération du conseil qu'il choisirait de s'adjointre.

Le médiateur, chargé de proposer des recommandations de nature à résoudre les difficultés rencontrées, doit statuer dans le délai de deux mois à compter de la date de sa saisine, c'est-à-dire à compter de la date de réception du formulaire signé par le Souscripteur. La saisine du médiateur suspend la prescription pendant le délai qui lui est imparti pour formuler ses recommandations. Le médiateur peut recueillir des parties tous documents ou toutes informations utiles à l'instruction du dossier. A ce titre, le Souscripteur délègue la Banque pour les besoins de la procédure, du secret professionnel auquel elle est tenue. Par la suite, les constatations et déclarations recueillies par le médiateur ne peuvent être ni produites ni invoquées dans une procédure judiciaire ultérieure éventuelle sans l'accord des parties.

Si les parties acceptent les recommandations du médiateur, une convention transactionnelle au sens des articles 2044 et suivants du

Code civil est signée sous l'égide du médiateur.

Ni la Banque, ni le Souscripteur ne sont tenus de proposer ou demander la saisine du médiateur avant toute action judiciaire. Par ailleurs, la Banque ou le Souscripteur, que la décision du médiateur ne satisfait pas, peut saisir la juridiction compétente à l'issue de la procédure de médiation.

La saisine du "Service Satisfaction Clientèle" de la Banque est effectuée par lettre envoyée à l'adresse suivante:

BANQUE POPULAIRE LORRAINE CHAMPAGNE
Service « Satisfaction Clientèle »
3, rue François de Curel - B.P. 40 124
57021 METZ CEDEX 1

Tout renseignement relatif à une contestation peut être obtenu en téléphonant au numéro suivant: 03 54 22 10 09 (numéro non surtaxé).

9. DEMARCHAGE BANCAIRE ET FINANCIER – VENTE A DISTANCE

Lorsque le souscripteur souscrit à la présente convention dans le cadre d'une opération de démarchage bancaire et financier (articles L. 341-1 et suivants du Code monétaire et financier) et/ou d'une opération de vente à distance (articles L. 121-20-8 et suivants du Code de la consommation), il dispose à compter de la date de signature, d'un délai de quatorze jours pour exercer sans avoir à indiquer de motif, son droit de rétractation sans pénalité.

Sauf accord exprès du souscripteur, le présent contrat ne pourra commencer à être exécuté qu'à l'expiration dudit délai.

Lorsque le souscripteur exerce son droit de rétractation, il ne peut être tenu qu'au paiement proportionnel du service financier effectivement fourni, à l'exclusion de toute pénalité.

Le souscripteur exerce son droit de rétractation en écrivant à l'adresse suivante :

BANQUE POPULAIRE LORRAINE CHAMPAGNE
LIBRE REPONSE
VENTE A DISTANCE
AUTORISATION 55458
10099 TROYES CEDEX

10. LANGUE – LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE – AUTORITE DE CONTROLE

La présente convention est conclue en langue française. Le Souscripteur accepte expressément l'usage de la langue française durant la relation contractuelle. La présente convention est soumise à la législation et aux juridictions françaises. Sous réserve de dispositions légales impératives contraires, tout litige découlant des présentes relève de la compétence exclusive des juridictions dont dépend le siège social de la Banque.

La Banque est adhérente au Fonds de garantie des dépôts, 4 rue Halévy 75009 Paris.

L'Autorité de Contrôle Prudentiel, située 61, rue Taitbout 75009 Paris, est l'autorité chargée du contrôle de la Banque.

PLAN EPARGNE LOGEMENT

SOUSCRITS A COMPTER DU 01 MARS 2011

CONDITIONS GENERALES

Le Plan Epargne Logement (PEL) de la banque est soumis aux dispositions des articles L315-1 à L315-6 et R315-1 à R315-42 du Code de la Construction et de l'habitation (CCH) et sauf dispositions contraires prévues par les textes précédents, aux dispositions de la décision du Conseil National du Crédit n° 69-02 du 8 mai 1969 modifiée, ainsi que de l'article 157 du Code Général des Impôts

1- Conditions de détention du plan d'épargne-logement

Toute personne physique peut être titulaire d'un plan d'épargne-logement ouvert auprès de la Banque, établissement de crédit ayant passé une convention avec l'Etat à cet effet. Chaque membre d'une même famille ou d'un même foyer fiscal peut être titulaire d'un plan d'épargne-logement. Ce plan peut être ouvert au nom d'un enfant mineur par son (ou ses) représentant(s) légal (légaux). Il est rappelé que ce plan qui peut être alimenté par les représentants légaux ou par des tiers, constitue le patrimoine du mineur. L'enfant mineur ne doit pas être lésé en cas de clôture du plan comme en cas d'utilisation des droits à prêts issus de ce plan.

Nul ne peut être titulaire simultanément de plusieurs plans d'épargne-logement sous peine de perdre la totalité des intérêts acquis ainsi que la vocation à bénéficier du prêt et de la prime d'épargne (article R.315-26 du Code de la construction et de l'habitation (CCH)). Un titulaire de compte d'épargne-logement peut souscrire un plan d'épargne-logement et inversement, à la condition que le compte et le plan d'épargne-logement soient domiciliés dans le même établissement (art. R.315-26 du CCH).

2 – Conditions de fonctionnement du plan

2.1. Ouverture du plan

Le montant du dépôt minimum auquel est subordonnée l'ouverture d'un plan d'épargne-logement et le montant minimum des versements ultérieurs sont fixés par arrêté et figurent conformément à l'article R.315-27 du CCH.

Le montant maximum des dépôts sur le plan est fixé par arrêté conformément à l'article R.315-4 du CCH.

Ces montants figurent dans le tableau des seuils en vigueur des plans d'épargne-logement remises au souscripteur avec les présentes conditions générales.

Le montant maximum des dépôts sur plan est fixé par arrêté conformément à l'article R.315-4 du CCH.

2.2. Durée du contrat

La durée du contrat indiquée dans les conditions particulières est décomptée à partir de la date de versement du dépôt initial. Elle pourra, à la demande du souscripteur, être prorogée ou réduite pour un nombre entier d'années. Sa réduction ne pourra cependant avoir pour effet de ramener la durée du contrat à moins de quatre années pleines. La prorogation ou la réduction de la durée feront l'objet d'un avenant au contrat. La conclusion d'un avenant de prorogation devra intervenir au plus tard dans le délai de six mois à compter de l'arrivée à terme du contrat.

La durée d'un plan d'épargne-logement ne peut être supérieure à dix ans, ni inférieure à quatre ans. Au terme de cette durée contractuelle maximale de dix ans, le souscripteur peut conserver son plan pendant une durée de cinq ans. Pendant cette période, le plan d'épargne-logement est dit « dormant » c'est-à-dire qu'il continue à générer des intérêts mais pas de droits à crédits et de droits à prime. Au-delà des cinq ans, et en l'absence de retrait des fonds par le souscripteur, le plan d'épargne-logement sera automatiquement transformé en un compte sur livret fiscalisé, librement rémunéré par la banque au taux contractuel en vigueur au jour de la transformation du plan en compte sur livret. Dans l'attente des instructions du titulaire, le montant des intérêts de ce livret seront déclarés dans les revenus annuels du client (IFU).

2.3. Versements

Le souscripteur s'engage à effectuer pendant toute la durée du contrat des versements réguliers dont la périodicité, le montant et la date à laquelle ils doivent intervenir sont indiqués dans les conditions particulières.

Ces versements périodiques sont à la diligence du souscripteur. Aucun avis ou rappel n'est à la charge de la Banque lors des échéances choisies.

Dans l'hypothèse où il rencontrerait des difficultés pour assurer aux échéances tout ou partie des versements périodiques prévus aux conditions particulières, le souscripteur devra en avvertir la Banque.

Sur toute la durée du contrat et pour ces motifs, il pourra réduire ou

majorer, dans les conditions fixées à l'article R. 315-27 du CCH, le montant des échéances, sans toutefois au cas de réduction que le montant total des versements effectués dans une même année puisse être inférieur au montant minimum fixé par arrêté (voir Tableau des seuils des plans d'épargne-logement).

Toute modification durable du montant des versements donnera lieu à la signature par le souscripteur d'un avenant au contrat.

Au terme de la durée contractuelle maximale de dix ans (si le PEL est régulièrement prorogé), aucun versement ne peut plus être effectué sur le plan.

2.4. Maximum des dépôts

Le montant maximum des dépôts prévu à l'article R. 315-4 du code de la construction et de l'habitation ne doit en aucun cas être dépassé avant le terme du contrat.

Par dérogation à la règle générale et compte tenu des contraintes particulières des plans d'épargne-logement, les intérêts capitalisés au 31 décembre de chaque année n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul du montant maximum des dépôts susvisés. Les sommes versées au plan d'épargne-logement (dépôt initial, versements et intérêts capitalisés) demeureront indisponibles jusqu'à l'arrivée à terme du contrat ou sa résiliation anticipée.

2.5. Transformation du PEL en CEL

Le contrat peut, à tout moment et au plus tard avant son terme, faire l'objet d'une transformation en compte d'épargne-logement, à la demande du souscripteur dans les conditions fixées par les articles R 315-32b et R. 315-33 du CCH.

Dans ce cas :

- Seuls les dépôts effectués dans la limite du plafond propre au régime des comptes d'épargne-logement (15.300 euros) sont pris en considération pour le calcul des intérêts ouvrant droit à prêt.

- Les dépôts ainsi déterminés, augmentés des intérêts ouvrant droit à prêt, font l'objet d'un transfert à un compte d'épargne-logement ouvert au nom du souscripteur si ce dernier n'en possède pas déjà un. La partie des capitaux et intérêts non transférée est restituée au souscripteur.

- Dans l'hypothèse où le souscripteur est déjà titulaire d'un compte d'épargne-logement, le transfert à ce compte des dépôts (retenus pour le calcul des intérêts ouvrant droit à prêt, c'est-à-dire les droits du souscripteur à prétendre au bénéfice d'un prêt épargne-logement, droits qui sont déterminés en fonction du montant des intérêts acquis sur ledit plan pendant la phase d'épargne ou de droits à prêt acquis au titre de plusieurs CEL ou suite à une cession de droits ou reçus par succession) augmentés des intérêts y afférents est limité à la différence entre le montant maximum des dépôts autorisés sur le CEL (15300 euros) et le montant des sommes déjà inscrites au compte.

- Une attestation d'intérêts acquis est délivrée au souscripteur pour la partie des intérêts ouvrant droit à prêt qui ne peut être portée au compte. La durée de validité de cette attestation est de 5 ans à compter de son émission

- Les sommes excédentaires en capital et intérêts sont remises à la disposition du souscripteur.

2.6. Résiliation du plan

Le présent contrat peut être résilié de plein droit en application de l'article R. 315-31 du CCH, c'est-à-dire en cas de non respect des conditions d'alimentation du plan (270 euros minimum par semestre).

Le souscripteur du plan peut en demander la clôture à tout moment ; dans ce cas, la rémunération est calculée en fonction de la durée de vie du PEL :

- En cas de clôture du PEL **avant deux ans révolus**, la rémunération servie au souscripteur est déterminée par application à l'ensemble de ses dépôts du taux en vigueur en matière de compte d'épargne-logement (CEL) à la date de la clôture.

Toutefois, le titulaire peut demander la transformation du plan en compte d'épargne-logement dans les conditions définies ci-dessus.

- S'il résilie son contrat **entre le deuxième et le troisième anniversaire** suivant la date du versement du dépôt initial, le taux appliqué est celui du PEL, et le titulaire perd le bénéfice de la prime et du prêt.

- Si la résiliation intervient **entre le troisième et la quatrième année**, les intérêts acquis sont calculés au taux contractuel du PEL, hors prime. le souscripteur conserve le bénéfice des avantages attachés à son contrat pour la période de trois ans, notamment en ce qui concerne les droits au prêt et à la prime

d'épargne versée en cas de réalisation d'un prêt au titre du plan ; toutefois elle entraîne la réduction de moitié du montant de la prime d'épargne versée en cas de réalisation du prêt au titre du plan d'épargne-logement (article 2 de l'arrêté du 16 août 1984 et conformément aux dispositions prévues à l'article R. 315-31 du CCH).

Si la résiliation intervient au cours d'une période de prolongation du contrat, les droits à prêt et le montant de la prime d'épargne versée en cas de réalisation d'un prêt au titre du plan sont appréciés à la date d'anniversaire du contrat précédant immédiatement la résiliation. Pour les plans d'épargne-logement ouverts dès l'origine pour une période de 10 ans et lorsque la résiliation intervient avant le 10^{ème} anniversaire de son ouverture, les droits à prêts et le montant de la prime d'épargne sont calculés à la date du dernier anniversaire passé.

2.7. Retraits

A l'expiration du contrat de plan d'épargne-logement, le souscripteur pourra procéder au retrait des fonds inscrits à son compte. Ces fonds ne pourront être retirés qu'en une seule fois, tout retrait même partiel entraînant la clôture immédiate du plan. Il recevra lors du remboursement des fonds, les intérêts à la charge de la Banque, produits par le contrat jusqu'au jour du retrait.

Le souscripteur disposera d'un délai maximum d'un an à compter de la date de retrait des fonds pour déposer une demande de prêt (article R. 315-39 du CCH). En l'absence de retrait des fonds, le souscripteur dispose d'un délai de cinq ans, à compter de la venue à terme de son plan, en application du I de l'article R.315-28 CCH, pour déposer une demande de prêt.

La prime d'épargne est attribuée aux souscripteurs d'un plan d'épargne logement qui donne lieu à l'octroi du prêt mentionné à l'article R.315-34 du CCH, lors du versement du prêt (Décret n°2003-370 du 18/4/2003).

2.8. Rémunération

La rémunération du plan d'épargne logement hors prime d'Épargne, est fixée par les pouvoirs publics conformément aux dispositions prévues à l'article R.315-29 du CCH et figure dans les conditions particulières et tarifs affichés dans les agences de la Banque.

Au terme de la durée contractuelle du PEL (entre 4 et 10 ans), les sommes inscrites au compte du souscripteur sont rémunérées au taux contractuel à la charge de la Banque, fixé aux conditions particulières pendant une durée maximum de cinq ans à compter de la venue à terme du plan. Ces intérêts ne sont plus productifs de droits acquis utiles pour un prêt ni de prime d'épargne.

Dans les 5 ans de la venue à terme du plan, le PEL sera automatiquement transformé en compte sur livret fiscalisé, au taux indiqué au tableau des seuils des conditions générales.

3. Objet et calcul du prêt

Le prêt d'épargne-logement doit concerner exclusivement la résidence principale.

Le prêt d'épargne-logement susceptible d'être obtenu au terme du présent contrat sera calculé à partir des intérêts acquis à la dernière date anniversaire contractuelle du PEL, au plus tôt au troisième anniversaire, si la résiliation intervient au cours de la quatrième année et au plus tard au dixième anniversaire (PEL en cours et régulièrement prorogé). Dans les cas des plans d'épargne-logement ouverts pour dix ans, on entend par date anniversaire contractuelle, une des dix dates anniversaire de l'ouverture du plan.

Des coefficients seront appliqués au montant des intérêts acquis qui tiennent compte des taux de conversion fixés à l'article R. 315-37 du code de la construction et de l'habitation.

Seuls sont pris en considération les intérêts à la charge de la Banque, (prime d'épargne exclue). Le taux d'intérêt du prêt sera identique au taux d'intérêt contractuel à la charge de la Banque (prime d'épargne exclue). Si l'emprunteur utilise des droits à prêt acquis à différents taux pour un prêt unique, les remboursements du prêt seront calculés à partir d'un taux moyen, correspondant à la moyenne pondérée des taux des prêts, lesdits taux étant pondérés par les montants des prêts de même durée qui résultent des droits acquis et utilisés sur le ou lesdits plans ou comptes d'épargne-logement.

L'emprunteur supportera en sus des intérêts, le remboursement des frais financiers et des frais de gestion fixés par l'arrêté interministériel prévu à l'article R.315-9 du même code).

Le taux du prêt d'épargne-logement indiqué ci-dessous est mentionné aux conditions particulières.

Si pour la détermination du montant du prêt, le souscripteur (ou le cessionnaire) après utilisation de la totalité des intérêts acquis au titre du présent contrat ne dispose pas d'un montant d'intérêts suffisant pour lui permettre d'obtenir le prêt souhaité, il peut utiliser les intérêts acquis par les membres de sa famille, dans les conditions prévues par l'article

R. 315-35 du CCH.

Le montant maximum du prêt attribué au titre d'un plan ne peut dépasser 92.000 euros (article 3 de l'arrêté du 1^{er} avril 1992). L'octroi de la prime est subordonné à un prêt d'un montant minimum de 5000 euros.

L'obtention d'un prêt d'épargne-logement entraîne la résiliation du plan d'épargne-logement.

L'octroi des prêts d'épargne-logement est par ailleurs subordonné au respect de l'ensemble de la réglementation applicable aux prêts d'épargne-logement, notamment quant à l'objet du prêt et aux conditions d'occupation du logement, à la justification par le demandeur de ressources suffisantes et enfin à la constitution par le demandeur des garanties exigées par la Banque (sûreté réelle ou personnelle et assurance sur la vie), conformément aux dispositions de l'article R. 315-14 du CCH.

4. Fiscalité

Les intérêts produits par les sommes déposées sur le plan d'épargne-logement sont exonérés de l'impôt sur le revenu.

Cette exonération est limitée à la fraction des intérêts acquis au cours des douze premières années du plan et à la prime d'épargne (article 7 de la loi de finances n°2005-1719 du 30/12/2005, Jo du 31/12/2005). Les intérêts générés au titre du plan d'épargne-logement au-delà du 12^{ème} anniversaire du plan et ce jusqu'à son 15^{ème} anniversaire seront assujettis à l'impôt sur le revenu au barème de cet impôt ou, sur option, au prélèvement forfaitaire libérateur de cet impôt. Au-delà, le plan d'épargne-logement se transforme en un compte sur livret d'épargne rémunéré par la Banque au taux fixé par contrat au jour de la souscription du produit : les intérêts seront imposables également à l'impôt sur le revenu au barème, ou sur option du contribuable, au prélèvement forfaitaire libérateur.

Les prélèvements sociaux en vigueur seront payés annuellement par le souscripteur du plan d'épargne-logement lors de leur inscription en compte soit au 31 décembre de chaque année, et une dernière fois lors de la clôture du plan d'épargne-logement (pour les intérêts générés depuis la dernière inscription en compte et non encore soumis aux prélèvements sociaux), conformément aux dispositions de l'article L.136-7 II 2° c du code de la sécurité sociale.

Les sommes dont le versement à l'échéance finale ou anticipée du plan est prévu au contrat sont calculées, en considération de l'incidence du taux du prélèvement forfaitaire et des taux de prélèvements sociaux en vigueur à la date de souscription du présent plan. En cas de majoration ultérieure de ces taux, ces sommes sont donc modifiées en conséquence.

La prime et la surprime pour personne à charge sont également soumises aux prélèvements sociaux en vigueur lors de leur versement.

En application des dispositions de la Directive Epargne du 3 juin 2003, transposée en droit interne français aux articles 242 ter, 1768 b et 199 ter du code général des impôts, la Banque, teneur du compte, doit adresser à l'administration fiscale française, une déclaration annexe à la déclaration annuelle des opérations sur valeurs mobilières (Imprimé Fiscal Unique – IFU), indiquant le montant des intérêts versés au cours de l'année précédente, à tout titulaire de compte d'épargne, ayant sa résidence fiscale, hors de France, dans un autre Etat membre de l'Union Européenne.

Le titulaire du compte d'épargne est informé par la Banque des sommes qui ont été portées à la connaissance de l'administration fiscale française. La déclaration est transmise par cette dernière aux autorités fiscales de l'Etat de résidence du titulaire du compte.

5. Tarification, transfert

L'ouverture d'un compte et/ou d'un plan d'épargne-logement ne donne lieu à aucun frais. Le transfert d'un compte et/ou d'un plan d'épargne-logement entre deux Banques appartenant au même réseau est effectué gratuitement. En revanche, le transfert vers un autre établissement de crédit donne lieu à la perception de frais de transfert, conformément aux conditions et tarifs affichés dans les agences de la Banque.

6 - Frais

Toute demande de justification des soldes ou des intérêts peut donner lieu à la perception de frais. Le montant de ces frais figure dans nos conditions tarifaires affichées en agence.

7. Informatique et Libertés – Communication d'informations – Secret professionnel

- Informatique et libertés – Communication d'informations

Dans le cadre de la relation bancaire, la banque est amenée à recueillir des données à caractère personnel concernant le client et à les traiter

en mémoire informatisée selon les dispositions de la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée.

Ces données sont principalement utilisées par la banque pour les finalités suivantes: gestion de la relation bancaire, classification de la clientèle, octroi de crédit, prospection, animation commerciale et études statistiques, évaluation du risque, sécurité et prévention des impayés et de la fraude, recouvrement, lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Elles pourront être communiquées à des tiers dans les conditions prévues au paragraphe « Secret professionnel ».

Le client peut se faire communiquer, obtenir copie et, le cas échéant, rectifier les données le concernant. Il peut, pour des motifs légitimes, s'opposer à ce que ces données fassent l'objet d'un traitement.

Pour exercer ses droits d'accès, de rectification et d'opposition, le client doit s'adresser par écrit à l'adresse suivante :

BANQUE POPULAIRE LORRAINE CHAMPAGNE
Service « Satisfaction Clientèle »
3, rue François de Curel - B.P. 40 124
57021 METZ CEDEX 1

Les données à caractère personnel (informations nominatives) transmises par le client à la banque, conformément aux finalités convenues, peuvent, à l'occasion de diverses opérations, faire l'objet d'un transfert dans un pays de l'Union Européenne ou hors Union européenne. Dans le cadre d'un transfert vers un pays hors Union Européenne, des règles assurant la protection et la sécurité de ces informations ont été mises en place. Le client peut en prendre connaissance en consultant le site internet de la banque dans la partie "mentions légales".

Ces données à caractère personnel peuvent être communiquées, à leur requête, aux organismes officiels et aux autorités administratives ou judiciaires, notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux ou de la lutte contre le financement du terrorisme.

Pour ces mêmes raisons, en vertu du Règlement CE/1781 du 15 novembre 2006, en cas de virement de fonds, certaines des données nominatives du client doivent être transmises à la banque du bénéficiaire du virement située dans un pays de l'Union Européenne ou hors Union Européenne.

- Secret professionnel

La banque est tenue au secret professionnel (article L.511-33 du code monétaire et financier). Elle est toutefois déliée de cette obligation soit à la demande du client, soit lorsque la loi le prévoit, notamment à l'égard de l'Autorité de Contrôle Prudentiel, de la Banque de France, ou de l'autorité judiciaire agissant dans le cadre d'une procédure pénale. Elle peut être contrainte de procéder à certaines déclarations, notamment à l'administration fiscale ou à la Banque de France, ou de demander une autorisation aux autorités de l'État avant de procéder à une opération, en raison des dispositions législatives et réglementaires en vigueur relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux ou contre le financement du terrorisme.

Le client autorise expressément la banque à communiquer des données le concernant à ses sous-traitants, ainsi qu'aux différentes entités du Groupe BPCE, et leurs filiales et entreprises d'assurance, et à ses partenaires, à des fins de gestion ou de prospection commerciale. Ces communications sont éventuellement susceptibles d'impliquer un transfert de données vers un État membre ou non de la communauté européenne. La liste des catégories de destinataires est disponible sur demande.

8. Médiateur Bancaire

La Banque a désigné un médiateur chargé de recommander des solutions aux litiges avec toute personne physique n'agissant pas dans le cadre de ses activités professionnelles, relatifs aux services fournis et à l'exécution de contrats conclus dans le cadre du titre I et du titre II du livre III du code monétaire et financier (les opérations de banque, les services d'investissement et les services connexes) ou relatifs aux produits mentionnés aux titres I et II du livre II du Code monétaire et financier ((instruments financiers et produits d'épargne). En cas de difficultés concernant ces produits et services, le Souscripteur peut obtenir de son agence toutes les informations souhaitées, et en cas de difficultés persistantes, saisir par écrit le « Service Satisfaction clientèle » de la Banque qui s'efforce de trouver avec lui une solution. A défaut de solution le satisfaisant ou en l'absence de réponse dans le délai de trente jours, le Souscripteur a la faculté de saisir le médiateur dont l'adresse figure sur les relevés de compte. A cet effet, le médiateur adresse au Souscripteur dans les plus brefs délais, un formulaire de saisine lui permettant d'exposer l'objet de sa demande, et au verso duquel figure la charte de la médiation que le Souscripteur doit accepter dans le cadre de la saisine du médiateur.

La procédure est gratuite pour le Souscripteur qui conserve cependant la charge de ses propres frais, notamment ses frais de déplacement ou liés à la rémunération du conseil qu'il choisirait de s'adjoindre.

Le médiateur, chargé de proposer des recommandations de nature à résoudre les difficultés rencontrées, doit statuer dans le délai de deux mois à compter de la date de sa saisine, c'est-à-dire à compter de la date de réception du formulaire signé par le Souscripteur. La saisine du médiateur suspend la prescription pendant le délai qui lui est imparti pour formuler ses recommandations. Le médiateur peut recueillir des parties tous documents ou toutes informations utiles à l'instruction du dossier. A ce titre, le Souscripteur délègue la Banque pour les besoins de la procédure, du secret professionnel auquel elle est tenue. Par la suite, les constatations et déclarations recueillies par le médiateur ne peuvent être ni produites ni invoquées dans une procédure judiciaire ultérieure éventuelle sans l'accord des parties.

Si les parties acceptent les recommandations du médiateur, une convention transactionnelle au sens des articles 2044 et suivants du Code civil est signée sous l'égide du médiateur.

Ni la Banque, ni le Souscripteur ne sont tenus de proposer ou demander la saisine du médiateur avant toute action judiciaire. Par ailleurs, la Banque ou le Souscripteur, que la décision du médiateur ne satisfait pas, peut saisir la juridiction compétente à l'issue de la procédure de médiation.

La saisine du "Service Satisfaction Clientèle" de la Banque est effectuée par lettre envoyée à l'adresse suivante:

BANQUE POPULAIRE LORRAINE CHAMPAGNE
Service « Satisfaction Clientèle »
3, rue François de Curel - B.P. 40 124
57021 METZ CEDEX 1

Tout renseignement relatif à une contestation peut être obtenu en téléphonant au numéro suivant: 03 54 22 10 09 (numéro non surtaxé).

9. Garantie des dépôts

Les dépôts espèces recueillis par la Banque, les titres conservés par elle, certaines cautions qu'elle délivre au Client, sont couverts par des mécanismes de garantie gérés par le Fonds de Garantie des Dépôts dans les conditions et selon les modalités définies par les articles L 312-4 et suivants du Code monétaire et financier et ses textes d'application.

10. Démarchage bancaire et financier - Vente à distance

Lorsque le souscripteur souscrit à la présente convention dans le cadre d'une opération de démarchage bancaire et financier (articles L. 341-1 et suivants du Code monétaire et financier) et/ou d'une opération de vente à distance (articles L. 121-20-8 et suivants du Code de la consommation), il dispose à compter de la date de signature, d'un délai de quatorze jours pour exercer sans avoir à indiquer de motif, son droit de rétractation sans pénalité.

Sauf accord exprès du souscripteur, le présent contrat ne pourra commencer à être exécuté qu'à l'expiration dudit délai.

Lorsque le souscripteur exerce son droit de rétractation, il ne peut être tenu qu'au paiement proportionnel du service financier effectivement fourni, à l'exclusion de toute pénalité.

Le souscripteur exerce son droit de rétractation en écrivant à l'adresse suivante :

BANQUE POPULAIRE LORRAINE CHAMPAGNE
LIBRE REPONSE
VENTE A DISTANCE
AUTORISATION 55458
10099 TROYES CEDEX

11. Langue – loi applicable et juridiction compétente – Autorité de contrôle

La présente convention est conclue en langue française. Le Souscripteur accepte expressément l'usage de la langue française durant la relation contractuelle. La présente convention est soumise à la législation et aux juridictions françaises. Sous réserve de dispositions légales impératives contraires, tout litige découlant des présentes relève de la compétence exclusive des juridictions dont dépend le siège social de la Banque.

La Banque est adhérente au Fonds de garantie des dépôts, 4 rue Halévy 75009 Paris.

L'Autorité de Contrôle Prudentiel, située 61, rue Taitbout 75009 Paris, est l'autorité chargée du contrôle de la Banque.

CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION (Extraits)

Partie législative

Art L.315-1 – Le régime de l'épargne logement a pour objet de permettre l'octroi de prêts aux personnes physiques qui ont fait des dépôts à un compte d'épargne logement et qui affectent cette épargne au financement de logements destinés à l'habitation principale (*Loi n°85-536 du 21/5/1985*) Les titulaires d'un compte d'épargne logement ouverts avant le 1er mars 2011 qui n'affectent pas cette épargne au financement de logements destinés à l'habitation principale dans les conditions du premier alinéa peuvent l'affecter au financement de logements ayant une autre destination dans les conditions fixées par un décret en conseil d'Etat qui détermine notamment les destinations autorisées. Ces destinations sont exclusives, à l'exception des résidences de tourisme, de tout usage commercial ou professionnel. (*Loi n°2003-721 du 18/2003, article 31-V*) Les dispositions précédentes ne font pas obstacle à l'affectation de l'épargne logement au financement d'un local destiné à un usage commercial ou professionnel, dès lors qu'il comporte également l'habitation principale du bénéficiaire.

Art L.315-2 – Les prêts épargne logement concernant les logements destinés à l'habitation principale et les locaux visés au troisième alinéa de l'article L.315-1 sont accordés pour le financement des dépenses de construction, d'acquisition, d'extension ou certaines dépenses de réparation ou d'amélioration.

Pour les comptes d'épargne-logement ouverts avant le 1er mars 2011, les prêts d'épargne logement concernant les logements ayant une autre destination sont accordés pour le financement des dépenses de construction, d'extension ou de certaines dépenses de réparation ou d'amélioration.

(*Loi n°96-314 du 12/4/1996*). Les prêts d'épargne logement accordés entre le 1er janvier 1996 et le 31 décembre 1996 peuvent être affectés au financement des dépenses d'acquisition de logements visés à l'alinéa précédent.

Art L.315-3 – Les dépôts d'épargne logement sont reçus par la caisse Nationale d'épargne et les Caisses d'épargne ordinaires ainsi que par les banques et organismes de crédit qui s'engagent par convention avec l'Etat à appliquer les règles fixées pour le fonctionnement de l'épargne logement.

Art L.315-4 – I - Les bénéficiaires d'un prêt d'épargne logement reçoivent de l'Etat, lors de la réalisation du prêt, une prime d'épargne dont le montant est fixé compte tenu de leur effort d'épargne-logement. Pour les plans d'épargne-logement mentionnés au 9° bis de l'article 157 du code général des impôts :

1.- Un décret en Conseil d'Etat fixe le montant minimal du prêt d'épargne-logement auquel est subordonné l'octroi de la prime d'épargne-logement ;

2.- Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'économie, du budget et du logement fixe le montant maximal de la prime d'épargne-logement; lorsque le prêt d'épargne-logement finance une opération d'acquisition ou de construction, ce montant peut être fixé à un niveau supérieur justifié par le niveau de performance énergétique globale du logement.

Art L.315-5 – (*loi n°83-440 du 2 juin 1983, art.10*)

Les intérêts et la prime d'épargne versés aux titulaires de comptes d'épargne logement ne sont pas pris en compte pour le calcul de l'allocation logement.

Art L.315-6 – Les modalités d'application des dispositions de la présente section sont fixées par décret en conseil d'Etat

Partie réglementaire

Section 1. Comptes d'épargne-logement

Sous-section I - Ouverture et fonctionnement des comptes d'épargne-logement

Art. R. 315-1 - Les comptes d'épargne-logement peuvent être ouverts au nom de personnes physiques par les caisses d'épargne, ainsi que par les banques et organismes de crédit ayant passé avec l'Etat une convention à cet effet,

Art. R. 315-2 - Les sommes inscrites aux comptes d'épargne-logement portent intérêt, à un taux fixé par arrêté du ministre chargé des finances, et du ministre chargé de la construction, et de l'habitation.

Au 31 décembre de chaque année l'intérêt s'ajoute au capital et devient lui-même productif d'intérêt.

Art. R. 315-3 - Il est délivré aux titulaires de comptes d'épargne-logement un livret mentionnant les opérations effectuées à leur compte. Le montant du dépôt minimum auquel est subordonnée l'ouverture d'un compte d'épargne-logement et le montant minimum des versements

ultérieurs sont fixés par arrêté du ministre chargé des finances et du ministre chargé de la construction et de l'habitation.

Les sommes inscrites au compte sont remboursables à vue. Toutefois le retrait des fonds qui aurait pour effet de réduire le montant du dépôt à un montant inférieur au montant minimum prévu à l'alinéa précédent entraîne la clôture du compte.

Art. R. 315-4 - Le montant maximum des sommes qui peuvent être portées à un compte d'épargne-logement est fixé par arrêté du ministre chargé des finances, et du ministre chargé de la construction et de l'habitation.

Art. R.315-5 - Nul ne peut être titulaire simultanément de plusieurs comptes d'épargne- logement, sous peine de perdre la totalité des intérêts acquis ainsi que la vocation à bénéficier du prêt et de la prime d'épargne prévus aux sous-sections 2 et 3.

Art. R.315-6 - Les livrets d'épargne-logement et les droits appartenant à leurs titulaires ne peuvent pas être remis en nantissement.

Les dispositions des articles R.315-1 à R.315-6 sont applicables en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie Française (Décret n°2001-383 du 3 mai 2001, art.1 et 2).

Sous-section II - Attribution des prêts

Art. R.315-7 - Les titulaires d'un compte d'épargne-logement peuvent, sous réserve des dispositions de l'article R. 315-13, obtenir un prêt lorsque ce compte est ouvert depuis dix-huit mois au moins et lorsque le montant des intérêts acquis s'élève au moins à un montant fixé par arrêté du ministre chargé des Finances, et du ministre chargé de la construction et de l'habitation en fonction du minimum exigé pour l'ouverture du compte ainsi que du taux d'intérêt appliqué aux dépôts. Toutefois ce montant est abaissé à 22,5 euros lorsque le prêt est destiné au financement de travaux de réparation ou d'amélioration dont la nature est fixée par arrêté du ministre chargé des finances et du ministre chargé de la construction et de l'habitation prévu à l'article R.315-8.

Sur la demande du titulaire du compte, l'organisme auprès duquel le compte est ouvert délivre une attestation indiquant que ces deux conditions sont remplies ; cette attestation permet au titulaire du compte de bénéficier d'une priorité pour l'attribution des primes et prêts spéciaux prévus par les articles L.311-1 à L.311-7 s'il satisfait aux conditions exigées pour leur attribution.

Pour l'application en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie Française de l'article R.315-7, le troisième alinéa de ce texte est remplacé par les dispositions suivantes : »Sur la demande du titulaire du compte, l'organisme auprès duquel le compte est ouvert délivre une attestation indiquant que ces deux conditions sont remplies « .
(*D. n°2001-383, 3 mai 2001*).

Art. R 315-8 - (*D. n° 85-638, 26 juin 1985*) - Les prêts d'épargne-logement ne peuvent être attribués que pour les objets définis à l'article L. 315-2.

La nature des travaux de réparation ou d'amélioration susceptible de donner lieu à l'attribution de prêts est fixée par arrêté du ministre chargé des finances et du ministre chargé de la construction et de l'habitation.

Peuvent bénéficier d'un prêt d'épargne-logement en application du deuxième alinéa de l'article L.315-1 les résidences utilisées à titre personnel et familial pour le repos et les loisirs. Les locations occasionnelles et de durée limitée ne font pas perdre le droit au prêt.

Les résidences de tourisme qui, en application du deuxième alinéa de l'article L. 315-1, peuvent bénéficier de prêts d'épargne-logement sont les résidences dont les normes sont arrêtées par le ministre chargé du tourisme en application du décret n°66-871 du 13 juin 1966.

Un bénéficiaire du prêt d'épargne-logement attribué en application d'un des deux alinéas de l'article L.315-1 ne peut bénéficier d'un prêt afférent au financement de logements prévus à l'autre alinéa du même article aussi longtemps que le premier prêt n'a pas été intégralement remboursé.

Pour l'application en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie Française de l'article R.315-8, au quatrième alinéa de ce texte, les mots « le ministre chargé du tourisme en application du décret n°66-871 du 13 juin 1966 » sont remplacés par les mots « les autorités de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie Française »(décret n°2001-383 du 3 mai 2001)

Art. R. 315-9 - Le taux d'intérêt des prêts est égal au taux d'intérêt servi aux dépôts effectués au compte d'épargne-logement.

L'emprunteur supporte en sus des intérêts, le remboursement des frais financiers et des frais de gestion dans la limite d'un maximum fixé par arrêté du ministre des finances.

« En cas d'utilisation, en un prêt unique, de droits à prêts acquis au titre d'un ou de plusieurs comptes d'épargne-logement, le taux du prêt est

égal à la moyenne pondérée des taux des prêts, lesdits taux étant pondérés par les montants des prêts de même durée qui résultent des droits acquis et utilisés sur le ou lesdits comptes d'épargne-logement, sans préjudice des dispositions des articles R. 315-11 et R.315-12.»
Toutes sommes exigibles, en principal, intérêts ou accessoires, et demeurées impayées portent intérêt au taux résultant des deux alinéas précédents majoré de trois points.

Art. R. 315-10 - Les prêts sont amortissables en deux années au moins et quinze années au plus ; le remboursement anticipé des prêts est toujours possible.

Art. R. 315-11 - (D. n° 85-638, 26 juin 1985). - Pour la construction, l'acquisition, les travaux d'extension, de réparation ou d'amélioration d'un même logement, le prêt ou, le cas échéant, le montant cumulé des prêts consentis au titre de l'épargne-logement ne peut excéder un montant fixé par arrêté du ministre chargé des Finances, et du ministre chargé de la construction et de l'habitation.

Lorsqu'un même emprunteur obtient plusieurs prêts d'épargne-logement l'encours des capitaux prêtés ne doit à aucun moment dépasser le maximum fixé par ledit arrêté.

Art. R.315-12 - Sous réserve des dispositions des articles R.315-10 et R.315-11, le montant et la durée maximum des prêts sont fixés de telle sorte que le total des intérêts à payer par l'emprunteur soit égal au total des intérêts acquis à la date de la demande du prêt et pris en compte pour le calcul du montant du prêt multiplié par un coefficient au minimum égal à 1.

Le coefficient maximum de conversion des intérêts est fixé à 1,5 en matière de comptes d'épargne-logement à l'exception des prêts destinés au financement de la souscription de parts de sociétés civiles de placement immobilier pour lesquels le coefficient maximum de conversion des intérêts est fixé à 1. Lors de l'ouverture d'un compte d'épargne, les coefficients en vigueur et les barèmes en résultant doivent être mentionnés sur le livret délivré au titulaire.

Art. R. 315-13 - (D. n° 85-638, 26 juin 1985). - Pour la détermination du prêt, il peut être tenu compte des intérêts acquis au compte d'épargne-logement du conjoint, des ascendants, descendants, oncles, tantes, frères, sœurs, neveux et nièces du bénéficiaire ou de son conjoint, des conjoints des frères, sœurs, ascendant et descendants du bénéficiaire ou de son conjoint, si le bénéficiaire justifie de l'autorisation des titulaires des comptes ou de leurs représentants légaux.

Chacun de ces comptes doit être ouvert depuis un an au moins et l'un quelconque d'entre eux doit, à défaut de celui du bénéficiaire, être ouvert depuis dix-huit mois au moins.

Art. R. 315-14 - Une garantie hypothécaire et une assurance sur la vie peuvent être exigées pour le remboursement des prêts.

Art. R. 315-15 - En cas de décès du titulaire d'un compte d'épargne-logement, les héritiers ou légataires peuvent obtenir le prêt et la prime d'épargne dans les mêmes conditions que le titulaire du compte. Ces droits peuvent faire l'objet d'un partage indépendamment du partage des capitaux inscrits au compte.

Les dispositions des articles R.315-7 à R.315-15 sont applicables en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie Française, sous réserve des adaptations prévues aux articles R.315-7 et R.315-8 (Décret n°2001-383 du 3 mai 2001, art.1 et 2).

Sous-section III - Prime d'épargne

Art. R. 315-16 - Les bénéficiaires des prêts concernés par sous-section 2 reçoivent de l'État une prime d'épargne versée au moment de la réalisation du prêt.

La prime d'épargne versée au souscripteur d'un compte d'épargne-logement ouvert avant le 1er juillet 1985 est égale à la somme des intérêts acquis au 16 février 1994 et d'une fraction des intérêts acquis à compter de cette date

La prime d'épargne versée au souscripteur d'un compte d'épargne-logement ouvert entre le 1er juillet 1985 et le 15 mai 1986 est égale à la somme des neuf treizièmes des intérêts acquis au 16 février 1994 et d'une fraction des intérêts acquis à compter de cette dernière date.

La prime d'épargne versée au souscripteur d'un compte d'épargne-logement ouvert entre le 16 mai 1986 et le 16 février 1994 est égale à la somme des cinq onzièmes des intérêts acquis au 16 février 1994 et d'une fraction des intérêts acquis à compter de cette dernière date

La fraction, mentionnée aux alinéas qui précèdent, des intérêts acquis à compter du 16 février 1994 est fixée de manière uniforme pour l'ensemble des comptes d'épargne logement par arrêté du ministre chargé des finances et du ministre chargé du logement.

Toutefois, la prime d'épargne ne peut dépasser par opération de prêt un montant fixé par arrêté du ministre chargé des finances et du ministre chargé du logement.

Toute infraction aux dispositions de la présente section est susceptible d'entraîner la répétition de la prime, sans préjudice de l'intérêt sur les versements indus à un taux annuel égal au double du taux d'intérêt

servi aux dépôts en vigueur au moment où la prime a été payée à son bénéficiaire.

Pour l'application en Nouvelle Calédonie et en Polynésie Française de l'article R.315-16, le premier alinéa de ce texte est complété par les mots « les modalités définies par conventions entre l'Etat et, d'une part la Nouvelle-Calédonie, et, d'autre part la Polynésie Française (D. n° 2001-383, 3 mai 2001)

Art. R.315-17 - Les dispositions du troisième alinéa de l'article R.315-9 et du dernier alinéa de l'article R.315-16 sont applicables aux prêts et aux primes d'épargne attribués au titre des comptes d'épargne-logement ouverts postérieurement au 15 mars 1976.

Le taux d'intérêt applicable en cas d'exigibilité ou de répétition d'un prêt ou d'une prime attribué au titre des comptes d'épargne-logement ouverts jusqu'à cette date est de 6% l'an

Les dispositions de l'article R.315-17 sont applicables en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie Française Décret n°2001-383 du 3 mai 2001, art.1 et 2).

Art. R.315-18 - Les fonds des comptes d'épargne-logement non employés à des opérations de prêt concernées par la sous-section 2 doivent être affectés à des emplois intéressant la construction de logements.

Art. R.315-19 - Les dispositions du Code des Caisses d'épargne sont applicables aux comptes d'épargne-logement ouverts par les caisses d'épargne en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions des articles L 315-1 à L. 315-7 et de la présente section

Le ministre chargé des finances est autorisé à passer avec la Caisse des dépôts et consignations et les autres organismes intéressés les conventions nécessaires à la réalisation des opérations prévues par les articles L.315-1 à L.315-7.

Les modalités de gestion des fonds et d'octroi des prêts concernant les comptes d'épargne logement ouverts dans les Caisses d'Epargne sont fixées dans une convention passée entre le ministre chargé des finances, la Caisse des dépôts et consignations et les établissements intéressés.

Les dispositions de l'article R.315-19 sont applicables en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie Française à l'exception du premier alinéa de ce texte (Décret n°2001-383 du 3 mai 2001, art. 1 et 2).

Art. R.315-20 - Les banques et organismes de crédit doivent être spécialement habilités par une convention passée avec le ministre chargé des finances à tenir des comptes d'épargne-logement. De telles conventions peuvent être passées soit avec des organismes soumis aux dispositions de la loi n° 52-332 du 24 mars 1952 relative aux entreprises de crédit différé, soit avec des banques et organismes de crédit justifiant à leur bilan d'un montant minimum de capitaux propres dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des finances, soit avec des banques et organismes de crédit qui acceptent de se soumettre aux modalités de gestion des fonds et d'octroi des prêts de l'épargne-logement fixées pour les Caisses d'Epargne.

Art. R.315-21 - Les conventions mentionnées à l'article précédent comportent l'engagement des organismes intéressés de se conformer aux règles fixées dans la présente section. Elles précisent notamment les conditions du versement par l'État de la prime d'épargne prévue à la sous-section 3 ainsi que les dispositions concernant l'emploi des fonds, la comptabilité et le contrôle des opérations et l'information des déposants.

Art. R. 315-22 - Le fonctionnement des comptes d'épargne-logement est soumis à la surveillance des commissaires contrôleurs des assurances et au contrôle de l'inspection générale des finances.

Art. R. 315-23 - Abrogé par décret n°80-1031 du 16 décembre 1980, art.7.

Les dispositions des articles R.315-18 à R.315- 23 sont applicables en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie Française, à l'exception du 1er alinéa de l'article R.315-19 (Décret n°2001-383 du 3 mai 2001, art. 1 et 2.)

Section II - Plans contractuels d'épargne-logement

Art. R. 315-24 - Il est institué une catégorie particulière de comptes d'épargne-logement sous la forme de plans contractuels d'épargne à terme déterminé.

Art R. 315-25 - Les plans d'épargne-logement font l'objet d'un contrat constaté par un acte écrit.

Ce contrat est passé entre une personne physique et un des établissements mentionnés à l'article R.315.1. Il engage le déposant et l'établissement qui reçoit les dépôts et précise leurs obligations et leurs droits. Les opérations effectuées sont retracées dans un compte ouvert spécialement au nom du souscripteur dans la comptabilité de l'établissement qui reçoit les dépôts.

Art. R.315-26 - Nul ne peut souscrire, concurremment plusieurs plans d'épargne-logement sous peine de perdre la totalité des intérêts acquis ainsi que la vocation à bénéficier du prêt et de la prime d'épargne

mentionnés aux sous-sections 2 et 3.

Le titulaire d'un compte d'épargne-logement ouvert en application de la section 1 peut souscrire un plan d'épargne-logement à la condition que ce plan soit domicilié dans le même établissement.

Art. R. 315-27 - La souscription d'un plan d'épargne-logement est subordonnée au versement d'un dépôt initial qui ne peut être inférieur à un montant fixé par arrêté du ministre chargé des finances, du ministre chargé de la construction et de l'habitation.

Le souscripteur s'engage à effectuer chaque année, à échéances régulières, mensuelles, trimestrielles ou semestrielles, des versements d'un montant déterminé par le contrat.

Un ou plusieurs versements peuvent être majorés sans que le montant maximum des dépôts fixés par l'arrêté prévu à l'article R. 315-4 puisse être dépassé au terme d'un plan d'épargne-logement.

Un ou plusieurs versements peuvent être effectués pour un montant inférieur à ce qui est prévu au contrat, à la condition que le total des versements de l'année ne soit pas inférieur à un montant fixé par arrêté du ministre chargé des finances, du ministre chargé de la construction et de l'habitation.

Art. R.315-28

1 - Le contrat fixe la durée du plan d'épargne-logement.

Cette durée ne peut être inférieure à quatre ans à compter du versement initial, sauf en ce qui concerne les plans ouverts entre le 1er janvier 1981 et le 31 mars 1992 inclus, pour lesquels elle ne peut être inférieure à cinq ans.

Des avenants au contrat initial peuvent, sous réserve des dispositions du II, proroger la durée du plan d'épargne-logement, pour une année au moins, ou la réduire en respectant les limites fixées à l'alinéa qui précède.

2. La durée d'un plan d'épargne-logement ne peut être supérieure à dix ans. Toutefois, cette disposition ne s'applique pas aux plans d'épargne-logement qui, en vertu du contrat initial ou d'avenants à ce contrat, conclus avant le 1er avril 1992, ont une durée supérieure à dix ans. Ces plans demeurent valables jusqu'à expiration du contrat initial ou du dernier avenant et ne peuvent faire l'objet d'aucune prorogation.

Les contrats en cours au 1er avril 1992 d'une durée inférieure à dix ans soit en vertu du contrat initial, soit en vertu d'avenants, ne peuvent faire l'objet d'aucun avenant ayant pour effet de porter la durée totale du plan à plus de dix ans.

Art. R. 315-29 - Les sommes inscrites au compte du souscripteur d'un plan d'épargne-logement portent intérêt, à un taux fixé par arrêté du ministre chargé des finances, du ministre chargé de la construction et de l'habitation. Au 31 décembre de chaque année, l'intérêt s'ajoute au capital et devient lui-même productif d'intérêt. La capitalisation des intérêts ne peut avoir pour conséquence de réduire le montant du versement annuel minimum prévu à l'article R. 315-27, alinéa 4

Art. R. 315-30 - Les versements et les intérêts capitalisés acquis demeurent indisponibles jusqu'à la date où le retrait définitif des fonds prévu à la sous-section 3 devient possible.

Art. R. 315-31 - Lorsque le total des versements d'une année est inférieur au montant fixé par l'arrêté prévu au dernier alinéa de l'article R. 315-27, ou lorsque les sommes inscrites au crédit du compte d'un souscripteur font l'objet d'un retrait total ou partiel au cours de la période d'indisponibilité des fonds, le contrat d'épargne logement est résilié de plein droit et le souscripteur perd le bénéfice des dispositions de la présente section,

Toutefois, si le retrait intervient après l'écoulement de la période minimale prévue au contrat, le bénéfice de la présente section lui est conservé pour cette période et les périodes de douze mois consécutives. Si le retrait intervient entre la quatrième et la cinquième année d'un plan d'épargne-logement ouvert antérieurement au 1er avril 1992, le bénéfice de la présente section est conservé pour la période de quatre ans

Si le retrait intervient entre la troisième et la quatrième année, le bénéfice de la présente section est conservé pour la période de trois ans, la prime versée par l'État est, dans ce cas réduite dans une proportion fixée par arrêté du ministre chargé du logement.

Les dispositions de l'article R.315-31 sont applicables en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie Française, à l'exception du troisième alinéa de ce texte (Décret n°2001-383 du 3 mai 2001, art.1 et 2)

Art. R. 315-32 - Lorsque le contrat de souscription d'un contrat épargne logement est résilié en application de l'article R. 315-31, le souscripteur se voit offrir la possibilité :

a) soit de retirer les sommes déposées au titre du plan d'épargne-logement, les intérêts versés au souscripteur étant alors évalués en application à l'ensemble de ses dépôts du taux en vigueur en matière de compte d'épargne-logement à la date de la résiliation, lorsque celle-ci intervient plus de deux ans après la date de versement du dépôt initial.

b) soit de demander la transformation du plan épargne-logement en compte d'épargne-logement au sens de la section 1, les intérêts acquis par le souscripteur faisant alors l'objet d'une nouvelle évaluation par application à l'ensemble de ses dépôts du taux en vigueur en matière de compte d'épargne-logement à la date de la transformation.

Cette transformation ne peut avoir pour effet de permettre un dépassement du montant maximum fixé par l'arrêté prévu à l'article R.315-4. Dans cette éventualité, seuls font l'objet d'un transfert au compte d'épargne-logement les intérêts calculés sur les dépôts effectués par le souscripteur dans la limite de ce montant ; le surplus en capital et intérêt est remis à la disposition du souscripteur.

Art. R. 315-33 - Lorsque la transformation ci-dessus entraîne le transfert des sommes déposées au titre du plan d'épargne-logement à un compte d'épargne-logement au sens de la section 1 dont le souscripteur est déjà titulaire, ce transfert ne peut avoir pour effet de permettre un dépassement du montant maximum fixé par l'arrêté prévu à l'article R. 315-4.

Dans cette éventualité, le transfert est limité à la différence entre le montant maximum des dépôts autorisé et le montant des sommes inscrites au compte d'épargne-logement. Le surplus en capital et intérêts est remis à la disposition du souscripteur. Une attestation d'intérêts acquis, calculés selon les modalités fixées à l'article R. 315-32 b sur les sommes excédentaires, est délivrée au souscripteur.

Ces intérêts acquis sont pris en considération pour la détermination du montant du prêt d'épargne-logement auquel il peut prétendre.

Les dispositions des articles R.315-24 à R.315-33 sont applicables en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, à l'exception du troisième alinéa de l'article R.315-31 (Décret n°2001-383 du 3 mai 2001, art.1er).

Art. R. 315-34 - Lorsque le plan d'épargne-logement est venu à terme, le souscripteur peut demander et obtenir un prêt.

« Pour les plans ouverts à compter du 1er mars 2011, le prêt épargne-logement ne peut être consenti au-delà d'un délai de cinq ans à compter de la venue à terme du plan en application du I de l'article R.*315-28. »

Le souscripteur peut d'autre part obtenir une attestation lui permettant de bénéficier d'une priorité pour l'attribution des primes et des prêts spéciaux prévus par les articles L. 311-1 à L.311-3, L.311-5, L.311-6, L.311-9, L. 312-1 et R.324-1, s'il satisfait aux conditions exigées pour leur attribution

(Les dispositions de l'article R.315-34 sont applicables en Nouvelle Calédonie et en Polynésie Française, à l'exception du deuxième alinéa de ce texte (Décret n°2001-383, du 3 mai 2001 art.1 et 2)

Art. R. 315-35 - Pour la détermination du prêt prévu au premier alinéa de l'article précédent, il peut être tenu compte des intérêts acquis sur les plans et comptes d'épargne-logement du conjoint, des ascendants, descendants, oncles, tantes, frères, sœurs, neveux et nièces du bénéficiaire ou de son conjoint, des conjoints des frères et sœurs, ascendants et descendants du bénéficiaire ou de son conjoint, si le bénéficiaire justifie de l'autorisation des titulaires des plans d'épargne-logement ou de leurs représentants légaux.

Chacun de ces plans d'épargne-logement doit être venu à terme.

Pour bénéficier des dispositions du présent article, le prêt doit être consenti par l'établissement où est domicilié le plan d'épargne-logement comportant le montant d'intérêts acquis le plus élevé lorsque les divers plans d'épargne logement concernés ne sont pas souscrits dans le même établissement.

Art. R. 315-36 - Le taux d'intérêt du prêt est égal au taux d'intérêt servi aux dépôts effectués dans le cadre du plan d'épargne-logement.

Art. R.315-37 - Le total des intérêts acquis pris en compte pour le calcul du montant du prêt, en application de l'article R.315 12 est évalué à la date de venue à terme du plan d'épargne-logement.

Le coefficient maximum de conversion des intérêts prévu au deuxième alinéa dudit article est fixé à 2,5 en matière de plans d'épargne-logement à l'exception des prêts destinés au financement de la souscription de parts des sociétés civiles de placement Immobilier pour lesquels le coefficient maximum de conversion des intérêts est fixé à 1,5.

Art. R. 315-38 - L'attribution du prêt consenti au titre du plan d'épargne logement ne fait pas d'obstacle à l'octroi, en vue du financement d'une même opération, du prêt consenti en application de l'article R.315-7.

Toutefois, le montant cumulé des prêts ainsi consentis ne devra pas être supérieur au montant maximum fixé par l'arrêté prévu à l'article R.315-11. Le cumul des prêts n'est possible que si ces prêts sont consentis par le même établissement.

Les dispositions des articles R.315-34 à R.315-38 sont applicables en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie Française, à l'exception du deuxième alinéa de l'article R.315-34 (Décret n°2001-383 du 3 mai 2001, art. 1er)

Art. R. 315-39 - « Sans préjudice des dispositions du deuxième alinéa

de l'article R.*315-34, le retrait des fonds à l'arrivée du terme laisse subsister le droit au prêt pendant un an. Les sommes inscrites au compte du souscripteur continuent à porter intérêt au taux fixé dans les conditions prévues à l'article R.315-29 durant la période comprise entre la date de venue à terme du plan d'épargne-logement et celle du retrait effectif des fonds. « Pour les plans ouverts à compter du 1er mars 2011, la rémunération de l'épargne dans les conditions mentionnés à l'alinéa précédent est acquise dans la limite d'une durée de cinq ans à compter de la venue à terme du plan en application du I de l'article R.*315-28. A l'issue de cette échéance, et en l'absence de retrait des fonds, le plan d'épargne-logement devient un compte sur livret ordinaire qui n'est plus soumis aux dispositions de la présente section».

Art. R. 315-40 - Pour les plans ouverts avant le 1er janvier 1981, les souscripteurs d'un plan d'épargne logement reçoivent de l'Etat, lors du retrait des fonds, une prime d'épargne égale au montant des intérêts acquis.

Pour les plans ouverts entre le 1er janvier 1981 et le 11 décembre 2002, cette prime est égale à un pourcentage, déterminé par arrêté du ministre chargé des finances et du ministre chargé du logement, des intérêts acquis à la date de venue à terme du plan. Pour les plans ouverts à compter du 12 décembre 2002, la prime d'épargne, mentionnée à l'alinéa précédent, est attribuée aux souscripteurs d'un plan d'épargne logement qui donne lieu à l'octroi du prêt mentionné à l'article R.315-34, lors du versement du prêt (décret n°2003-370 du 18/4/2003, JO du 23/4/2003).

« Pour les plans ouverts à compter du 1er mars 2011, la prime d'épargne mentionnée à l'alinéa précédent est, en outre, conditionnée à l'octroi d'un prêt d'un montant minimum de 5 000 euros »

En outre, il est versé au souscripteur d'un plan d'épargne-logement bénéficiaire d'un prêt prévu à l'article R. 315-34 pour le financement des dépenses de construction, d'acquisition ou d'amélioration d'un logement, destiné à son habitation personnelle, une majoration de prime égale à un pourcentage par personne à charge du montant des intérêts acquis pris en compte pour le calcul du montant du prêt, déterminé par arrêté du ministre chargé de l'économie, du ministre chargé du budget, du ministre chargé du logement. Seules ouvrent droit au bénéfice de cette majoration les personnes à charge vivant habituellement au foyer du bénéficiaire. La prime d'épargne et le montant de la majoration ne peuvent pas dépasser un montant fixé par arrêté du ministre chargé de l'économie, du ministre chargé du budget, du ministre chargé du logement.

Pour les plans ouverts à compter du 1er mars 2011, les montants maximum de la prime et de sa majoration mentionnés à l'alinéa

précédent sont fixés par arrêté à un niveau supérieur, lorsque le logement, dont l'opération d'acquisition ou de construction est financée par le prêt épargne-logement, vérifie un niveau de performance énergétique globale précisé par arrêté. *Pour son application en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie Française, le premier alinéa de l'article R.315-40 est complété par les mots : « selon les modalités définies par conventions entre l'Etat et, d'une part, la Nouvelle-Calédonie, d'autre part, la Polynésie Française » (Décret n°2001-383 du 3 mai 2001, art. 1 et 2).*

Art. R. 315-40-1 - Pour bénéficiaire de la majoration de prime prévue à l'article précédent, les souscripteurs d'un plan d'épargne-logement antérieur au 15 juin 1983 doivent souscrire, avant le 31 décembre 1983, un avenant majorant les versements mensuels, trimestriels ou semestriels d'un pourcentage minimum fixé par l'arrêté prévu à l'article précédent dans la limite de 30 % du montant contractuel en vigueur à la date de publication du présent décret. Les versements ne peuvent être inférieurs à un montant fixé par le même arrêté.

Si le plan d'épargne-logement vient à terme avant le 15 juin 1984, le bénéfice de la majoration est subordonné à la prorogation d'un an du terme du contrat.

Art. R. 315-41 - Les dispositions de la section I sont applicables aux plans d'épargne-logement, pour autant qu'il n'y est pas dérogé par la présente section.

Art. R. 315-41-1 - Les souscripteurs de plans d'épargne-logement ouverts antérieurement au 1er janvier 1981 dont le contrat n'a pas atteint le terme fixé, soit à l'origine, soit par avenant de prorogation, ou dont le terme est intervenu depuis moins d'un an et, qui n'ont pas encore retiré leurs fonds, peuvent prétendre au bénéfice des dispositions applicables aux contrats souscrits à compter du 1er janvier 1981.

Leur option est constatée par un avenant qui doit intervenir entre le 1er février 1981 et le 31 décembre de la même année. Cet avenant prend effet du jour de sa signature.

Art. R. 315-42 - Le décret en Conseil d'État prévu pour l'application de la section I et de la présente section est pris sur le rapport du ministre chargé des finances, du ministre chargé de la construction et de l'habitation.

Sous réserve des adaptations prévues à l'article R.315-40, les dispositions des articles R.315-39, R.315-40, R.315-41 et R.315-42 sont applicables en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie Française (décret n°2001-383 du 3 mai 2001, article .1 et 2)

PLAN EPARGNE LOGEMENT
TABLEAU DES SEUILS, PLAFONDS, MONTANTS ET TAUX
(en vigueur au 1^{er} mars 2011)

<u>Epargne</u>	
Dépôt initial minimum	225 euros (article 1er de l'arrêté interministériel du 11 juin 1983 relatif aux conditions des opérations propres au régime des plans d'épargne-logement).
Versements ultérieurs minimum	270 euros par semestre ou (45 euros par mois ou 135 euros par trimestre)
Plafond des dépôts	61.200 euros (article 2 de l'arrêté interministériel du 1 ^{er} avril 1992)
Rémunération/taux	2,50% hors prime d'Epargne conformément à un arrêté du 25 février 2011 portant homologation du règlement n°2003-03 du 24/7/2003 du comité de la réglementation bancaire et financière.
Taux du Compte Sur Livret (résultant de la transformation du PEL au terme de la durée contractuelle)	Le taux de rémunération n'est pas réglementé et est fixé par la banque. Le taux sera celui applicable au jour de la transformation du PEL en compte sur livret. Il peut être modifié. Cette modification est portée à la connaissance du client notamment par voie d'affichage dans les agences de la BP Lorraine Champagne et/ou par une mention portée ou jointe sur le relevé de compte. Le client, qui n'accepte pas ladite modification, conserve toute liberté de clôturer immédiatement le compte sur livret.
Prime d'Epargne*	La rémunération du plan est augmentée d'une prime d'Epargne acquise en cas de réalisation d'un prêt au titre du plan d'un montant minimum de 5000 euros. La prime d'épargne (P) se calcule comme suit : $P = \frac{100}{i} \times T$ où : T est le total des intérêts acquis à l'échéance contractuelle du plan d'épargne-logement ; i est le taux de rémunération du plan, exprimé en points de base. Pour les plans ouverts à compter du 1 ^{er} mars 2011, la prime d'épargne est donc égale à 2/5 des intérêts acquis à la date de venue à terme du plan. La prime d'épargne, versée aux souscripteurs d'un prêt épargne-logement, ne peut dépasser un montant de 1000 euros dans le cas de l'acquisition ou de la construction d'un logement qui n'est pas énergétiquement performant ou 1525 euros dans le cas de l'acquisition ou de la construction d'un logement énergétiquement performant.

<u>Prêt Epargne Logement</u>	Affectation à la résidence principale. Le prêt d'épargne-logement doit être souscrit dans un délai maximum de cinq ans à partir du terme du plan. Toutefois, en cas de retrait des fonds par le souscripteur à partir du terme de son plan, le droit à prêt ne subsiste que pendant une durée d'un an.
Montant du prêt	Le montant maximum du prêt attribué au titre d'un plan ne peut dépasser 92.000 euros (article 3 de l'arrêté du 1 ^{er} avril 1992). L'octroi de la prime est subordonné à un prêt d'un montant minimum de 5000 euros. Seuls sont pris en considération pour la détermination du montant du prêt d'Epargne Logement les intérêts acquis au terme du plan (<i>ou à la fin de la troisième année contractuelle achevée</i>) et calculés au taux contractuel de 2,50 % l'an. Le taux du prêt d'Epargne Logement est fixé à 4,20% soit 2,50%+ 1,70 % au titre des frais de gestion et frais financiers.

*Uniquement en cas de réalisation du prêt ; prime versée lors du versement du prêt.

Majoration de prime d'épargne pour charges de famille : Le montant de la majoration de prime est égal à 10% du montant des intérêts acquis pris en compte pour le calcul du prêt, par personne à charge appelée à vivre au foyer du souscripteur, et utilisés pour le calcul du prêt, dans la limite de 100 euros par personne à charge et de 153 euros lorsque le logement acquis ou construit est énergétiquement performant.

Sont considérées comme personnes à charge les personnes définies par l'article 1411-III du CGI relatif à la taxe d'habitation. Le nombre de personnes à charge s'apprécie à la date de la demande du prêt.

Pour bénéficier de la majoration de prime, le souscripteur doit s'engager sur l'honneur à occuper le logement objet du prêt avec l'ensemble des personnes déclarées à charge dont il est tenu de donner la liste complète.

A l'appui de sa déclaration, il doit en outre produire le dernier avertissement reçu pour la taxe d'habitation ou son livret de famille ou une fiche familiale d'état civil. Les ascendants à charge doivent contresigner la déclaration du bénéficiaire et prendre eux-mêmes l'engagement d'occuper le logement financé à titre d'habitation principale.

La majoration de prime est versée lors de la réalisation du prêt (circulaire du 17 juin 1983 relative à l'application du décret n° 83-488 du 11 juin 1983).

La majoration de prime est versée lors de la réalisation du prêt.

TABLEAU DE CONVERSION

Il permet de calculer de façon approximative et à titre purement informatif le montant du prêt en fonction de la durée et d'un taux de prêt de 4,20 % (remboursements mensuels -article R 315-12 CCH). Prêt pour 1 euro d'intérêts acquis donnant droit à prêt. Coefficient 2,5 (*n'est pas traité le cas des SCPI, coeff = 1,5*)

Durée en année	Prêt EL	Durée en année	Prêt EL
2	96,34	9	21,48
3	64,83	10	19,28
4	48,75	11	17,47
5	39,00	12	15,96
6	32,46	13	14,68
7	27,77	14	13,59
8	24,24	15	12,64